



Le candidat à la dernière présidentielle pense que ne pas aller aux élections favorise le déséquilibre de l'opposition

Serges Espoir Matomba et son parti le PURS (Peuple Uni pour la Rénovation Sociale), seront bel et bien au double scrutin de février prochain.

Dans un communiqué publié ce lundi, le premier secrétaire du PURS, soutient que ne pas aller aux élections « ***c'est donner gratuitement, et inopportunément plus d'espace au parti au pouvoir qui, depuis 37 longues années embastille la gestion de l'Etat et confisque les richesses*** ». Allusion faite au MRC de Maurice Kamto et le CPP de Kah Walla qui ont appelé au boycott des élections. Mais aussi le SDF de John Fru Ndi, le PCRN de Cabral Libii et le MPCN de Paul Éric Kingue qui ont posé des conditions à leur participation.

« ***Le boycott des élections législatives et municipales par certains partis a montré ses failles, entraîné le développement obèse du parti au pouvoir et l'amenuisement de l'espace d'expression pour les autres formations politiques*** », affirme Matomba, qui a encore en souvenir le boycott du SDF en 1992 .Ce qui n'avait évidemment pas empêché le RDPC de Paul Biya, et L'UNDP de Bello Bouba Maigari, de se tailler la part du lion des sièges à l'Assemblée Nationale.

« Le Peuple Uni pour la Rénovation Sociale n'entend pas répéter les erreurs du passé qui ont favorisé le déséquilibre que connaît l'opposition camerounaise aujourd'hui, c'est la raison pour laquelle nous soulignons à grands traits l'importance de participer aux élections », soutient l'opposant.

Voici sa déclaration intégrale

La décision du Peuple Uni pour la Rénovation Sociale est issue de réflexions stratégiques et opérationnelles.

Le PURS rappelle à chaque fois que l'occasion s'y prête le danger de la politique du conformisme et surtout celle de la chaise vide pour notre pays.

Car en effet, loin de l'évènementiel et d'une prise de parole populiste, il est fort opportun de rappeler au peuple l'impasse que traduit l'absence d'un parti politique au scrutin local. Il faut le dire, ne pas participer aux élections c'est donner gratuitement, et inopportunément plus d'espace au parti au pouvoir qui, depuis 37 longues années embastille la gestion de l'Etat et confisque les richesses.

Si nous voulons vivre dans un pays géré différemment, nous avons l'impérative mission de créer un contre-pouvoir.

Souvenons-nous de ce qui s'est passé en 1992 et en 1997. Le boycott des élections législatives et municipales par certains partis a montré ses failles, entraîné le développement obèse du parti au pouvoir et l'amenuisement de l'espace d'expression pour les autres formations politiques.

La conséquence est tout à fait évidente : le vote des lois qui n'est pas en faveur du bien-être des populations, nos villes sont moribondes, à l'image d'un régime ayant atteint un seuil criard d'impopularité, du fait de son inertie.

Le Peuple Uni pour la Rénovation Sociale n'entend pas répéter les erreurs du passé qui ont favorisé le déséquilibre que connaît l'opposition camerounaise aujourd'hui, c'est la raison pour laquelle nous soulignons à grands traits l'importance de participer aux élections.

Nous avons dans ce sens tendu la main à plusieurs partis politiques, afin que la mutualisation des forces conduise à la réalisation de l'opération 300 maires et 100 députés. Un vœu qui ne concernait pas uniquement les militants du PURS mais l'ensemble des camerounais qui veulent opérer le changement par les urnes. Nous regrettons que certains ne l'aient pas compris. Qu'à cela ne tienne, nous poursuivons notre travail malgré les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, parce que nous sommes convaincus qu'il nous reviendra dans les prochains mois de changer le Cameroun.

Le dépôt des candidatures des élections législatives et municipales n'a pas été un moment aisé, mais nous avons réussi à faire face aux difficultés. Pour la suite, nous faisons confiance aux acteurs du changement présents sur le terrain.

Nous continuons notre travail dans les différentes localités dans lesquelles nous allons candidater, tout en regrettant le non-retour de la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le peuple camerounais attend l'alternance, il est de notre devoir de la lui apporter.
